Les 28 & 29 novembre :

WEEK-END DE FORMATION DU NPA-R JEUNES

» inscris-toi

page 16



RÉVOLUTIONNAIRES

66 29 OCTOBRE 2026 · 2 € · LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES**

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Le racisme tue et la répression mutile en défense des intérêts du Medef, le mouvement continue : construisons la grève dans les entreprises

L'attentat raciste de Trappes a coûté la vie à un homme de 26 ans, Pengo Bossio Wangi, et blessé cinq personnes dont une fillette de 12 ans qui se bat pour survivre. Cette tuerie a visé des quartiers populaires qui sont, comme beaucoup d'autres, la cible de discours racistes. Bardella avait qualifié Trappes de « capitale européenne du Jihad ». Le Pen, Retailleau et les macronistes cherchent à dénigrer et nous diviser, nous les travailleurs et les travailleuses qui faisons tourner ce pays. Et cette haine n'a même pas eu la décence de se taire depuis vendredi, entre le chef de la région Normandie Morin qui impute à demi-mot le massacre aux pilleurs du 17 octobre – forcément les jeunes noirs et arabes des banlieues, doit-on comprendre ? – et le Premier ministre Lecornu qui trouve le moyen d'associer le nazillon Quentin Deranque aux victimes dans un même hommage ! Les Parisiens rassemblés lundi soir pour dénoncer le massacre ont eu pour leur part droit à une triple dose de CRS, comme si c'était eux les criminels !

C'est toute cette société hypocrite, inégalitaire et autoritaire que la jeunesse rejette depuis maintenant plus d'un mois. Le mouvement lycéen, parti des anciennes colonies de Mayotte, des Antilles et des banlieues ouvrières de la capitale, ne connaît aucune trêve malgré les vacances scolaires. Les menaces de

SUITE PAGE 2 >>

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

POLITIQUE *p. 1 à 5*

Éditorial
Le 17 octobre et après, tous et toutes ensemble avec la jeunesse

Les lycéens ont ouvert une brèche que les travailleurs peuvent élargir : en grève pour la gagne !

Mobilisation lycéenne et étudiante : des annonces gouvernementales qui ne satisfont personne !

Escalade autoritaire : tenter de briser la force d'un mouvement qui déferle

Interview : *« C'est déjà le bilan le plus lourd jamais observé »*

Budget 2027 : comédie politicienne et braquage social

LFI et le mouvement : comment tirer les marrons du feu sans risquer de se brûler

Congrès du RN : un antisémite réélu président à 98,98 %… sous haute protection policière !

Trappes : un massacre islamophobe visant les Noirs et les Arabes

INTERNATIONAL *p. 6-7*

Les Israéliens aux urnes

Macron dans le Golfe : le choix d'approfondir l'intégration au dispositif impérialiste de Trump

Quels enjeux pour les *mid-terms* aux États-Unis ?

Présidentielles au Brésil : Lula bat de justesse le candidat d'extrême droite, mais pour les travailleurs rien n'est gagné

DOSSIER *p. 8-9*

LA JEUNESSE ET LES TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS TOUTE L'EUROPE

Albanie : après près de six mois de « révolution des flamants roses », la Gen Z repart à l'assaut

Élections en Serbie : Vučić est dégagé, et maintenant ?

Allemagne : la Gen Z contre le militarisme

Italie : « Si vous ne nous laissez pas rêver, nous ne vous laisserons pas dormir ! »

Mouvement pour le logement, les salaires et contre les politiques de réarmement dans l'État espagnol

PREMIÈRES LIGNES *p. 10 à 13*

CULTURE *p. 14*

Jeux vidéo et capitalisme ; tels Mario, les grands groupes continuent de sauter sur la boite à fric

Romans

NPA JEUNES-R *p. 15-16*

La politique du NPA-R dans le mouvement en cours et ses coordinations

De l'explosion des colères à leur coordination : les lycéens s'organisent !



»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Macron et Nuñez n'y ont rien fait : la jeunesse, rejointe par des centaines de milliers de travailleurs, était aussi nombreuse le 24 octobre que le 17, malgré les atermoiements des directions syndicales à contester les interdictions de manifester. Malgré aussi le déploiement de tout l'arsenal policier, avec son lot de mutilations désormais habituelles à la clé. Malgré enfin les groupes d'extrême droite adeptes du coup de poing, satellites de l'ombre du RN « en cravate », qui ont tenu à aider au « maintien de l'ordre » macroniste dans une vingtaine de villes – ils ont tenté d'attaquer les cortèges avant de se retrancher derrière les lignes de CRS complices. Le gouvernement, comme le RN, prétend défendre les libertés démocratiques comme le droit de manifester ou le droit de grève… jusqu'à ce que les travailleurs et les jeunes s'en servent !

Ce mouvement montre bien qu'il y a deux camps : d'un côté la jeunesse populaire et les salariés qui revendiquent la fin du tri social dans l'éducation, la santé ou tout service utile à la population ; qui exigent que les salaires suivent les prix avec un rattrapage de 600 ou 700 euros mensuels et un Smic à 2200 euros nets pour ne pas être dans le rouge dès le 10 du mois ; qui veulent vivre de leur travail donc interdire les licenciements et partager la tâche entre tous pour en finir avec le chômage. De l'autre côté, Total, profiteur de guerre qui rackette les automobilistes, Bolloré qui vomit sa haine raciste, Dassault qui s'engraisse sur des budgets militaires en hausse. Cette bourgeoisie ne feint l'empathie que pour les « commerçants », comme si elle vivait la même vie que les petits entrepreneurs indépendants qu'elle tient sous sa coupe par les franchises ou les prêts bancaires.

La démonstration est faite : les classes populaires ont la force du nombre et la détermination. Le gouvernement est acculé. Ça se voit aux mesurettes qu'il présente comme une « sortie de crise », espérant sans trop y croire qu'elles suffiront à siffler la fin du mouvement. Sauf que la lutte n'est pas une récré, et les lycéens en sont les premiers conscients. À nous travailleurs de nous attaquer maintenant au cœur du problème : bloquer la machine à profits par la grève. Discutons-en. Organisons-nous à la base, syndiqués et non syndiqués. Manifestons samedi 31 octobre, puis mardi 3 novembre avec les lycéens. Avec pour objectif que la grève du 5 novembre ne soit pas une journée de plus, mais le début d'une grève générale !

• 27/10/2026

Les lycéens ont ouvert une brèche que les travailleurs peuvent élargir : **en grève pour la gagne !**

Malgré le gros bâton et la micro-carotte agités par le gouvernement, il est probable que le mouvement lycéen passera les vacances. Il n'y aura pas de retour à la normale à la rentrée et cela affaiblit le gouvernement et son donneur d'ordre, le Medef. Macron ne peut qu'étaler son impuissance en se plaignant que ce n'est « pas normal qu'à six mois d'une élection présidentielle, notre pays soit dans cet état d'ébullition ». Cela, alors que les travailleurs n'ont pas encore massivement utilisé leur arme de prédilection, la grève, qui a été fatale à des gouvernements bien plus solides.

REJOINDRE LA JEUNESSE EN LUTTE

Des travailleurs combatifs ont accompagné les manifestations en semaine et prêté main forte face à la répression. Des centaines de milliers de salariés, souvent plus jeunes et précaires que la moyenne, ont manifesté les samedis 17 et 24 octobre – et ils remettront ça le 31. En témoignent les profils de ceux qui ont été amenés en comparution immédiate : intérimaire, ouvrier du BTP, soignante…

Cette jonction n'est pas seulement due au fait que la jeunesse défie le président des patrons et ses flics comme en 1968. En 2026, les lycéens et une partie des étudiants en lutte sont de futurs travailleurs, la jeunesse de la classe ouvrière. Grandes sœurs, grands frères et parents ne s'y trompent pas.

UNE VICTOIRE DES LYCÉENS SERA UNE VICTOIRE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

Il y a un enjeu en soi à ce que ces lycéens des quartiers ouvriers fassent reculer le pouvoir. Qu'ils obtiennent la fin du tri social (et donc raciste) dans l'éducation et les moyens indispensables pour que ce ne soit pas une enfumade. Une telle victoire, obtenue par leurs luttes organisées à la base, serait la promesse d'une génération de travailleurs forts d'une expérience précieuse.

POUR NOS REVENDICATIONS, VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

C'est le moment pour les travailleurs de s'y mettre, non seulement pour aider les lycéens à gagner, mais aussi pour leurs revendications propres : que les salaires suivent les prix, que les licenciements soient interdits, et pour en finir avec les conditions de travail infernales auxquelles le « 8 heures-18 heures » dénoncé par les lycéens voudrait formater la jeunesse.

Oui, des victoires sont possibles sur tous ces fronts, à condition de ne pas remettre son sort à des élections, anticipées ou pas – les législatives de juin 1968, quelques jours après la plus grande grève générale de l'histoire du pays, avaient donné une large majorité à la droite. À condition aussi de ne pas s'en remettre aux calendriers et aux méthodes des bureaucrates syndicaux qui ne sont déjà pas capables de suivre les lycéens, et encore moins d'emmener des travailleurs en lutte à la victoire.

En s'inspirant de la jeunesse, en s'organisant à la base, syndiqués et non syndiqués, en coordonnant leurs efforts à tous les niveaux, du local au national, les travailleurs ont une occasion rare de faire céder un pouvoir en déshérence. Et ce ne serait qu'un début !

RAPHAËL PRESTON

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS ..... 20€ *OU 25€ PRIX DE SOUTIEN*
12 MOIS ..... 40€ *OU 50€ PRIX DE SOUTIEN*

NOUVEAU : **VERSION NUMÉRIQUE**
1 AN ..... 20€

- **PAR CARTE BANCAIRE** (SUR LE SITE)
  npa-revolutionnaires.org/abonnement

- **PAR CHÈQUE**
  À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
  ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA **BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12**

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 66 • 29 OCTOBRE 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0528D11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION *POP - PARIS OFFSET PRINT*
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Mobilisation lycéenne et étudiante : des annonces gouvernementales qui ne satisfont personne !

Parcoursup était intouchable ? Le voilà remis sur la table. Pas un centime pour l'éducation ? Le gouvernement sort le portefeuille. Des « émeutes urbaines » disait-il ? Bien obligé de reconnaître le mouvement étudiant et lycéen. Plus personne ne parle d'augmentation des frais d'inscription à l'université. Voilà ce qu'a d'ores et déjà obtenu la mobilisation.

Les ministres Geffray et Baptiste annoncent que le tri social restera la règle, même si Parcoursup est relooké à la marge. Algorithme ou pas, le dispositif est adossé à la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (loi ORE, 2018) qui garantit la sélection. Au mieux, plus de *« transparence »* et de *« lisibilité »* pour maquiller la discrimination, mais pas avant 2028, après les élections et surtout hors de toute pression de la mobilisation. Sans moyens supplémentaires, la sélection se fera, par Parcoursup ou par l'échec.

Or, sur les moyens dans le supérieur, Lecornu annonce des miettes : 15 000 nouvelles places universitaires, là où le patronat réclame 10 000 places en BTS, 4 000 en IUT et 1 000 dans les formations de santé (alors qu'il y avait cette année 116 000 candidats pour 25 000 places en école d'infirmières). Un quart des 500 000 néo-bacheliers ne reçoivent aucune proposition satisfaisante sur Parcoursup. Ce qui est nécessaire pour en finir avec la sélection, ce sont 300 000 places supplémentaires en licence et 100 000 en master.

Pour le bâti scolaire : un « plan d'un milliard » pour les universités (mais seulement 200 millions maintenant)… et pour les lycées et collèges ? Rien, sinon le droit pour les départements et régions d'emprunter 4 pauvres milliards « à taux préférentiels ». Pour 51 000 établissements (3 700 lycées et 7 000 collèges, 47 000 écoles), les chiffres repris par le Sénat lui-même évaluent à 52 milliards la rénovation totale, 10 fois plus.

Plafond de 28 élèves par classe en seconde… Mais combien en première et en terminale ? 36 ? 40 ? Pour ce faire, les ministres proposent de suspendre les suppressions de postes d'enseignants et même d'en créer 500 au lycée : 0,2 % d'augmentation d'effectifs dans le secondaire, de quoi passer de 35 élèves par classe… à 34,9 ! À comparer aux 7 000 postes qui y ont été supprimés sous Macron : ce sont en fait des dizaines de milliers de postes d'enseignants, infirmières, conseillers d'orientations, AED, AESH qu'exige la mobilisation !

> « Le vrai problème du gouvernement, c'est que les revendications lycéennes et étudiantes font déjà écho à celles des salariés. »



Promesse de revalorisation des bourses étudiantes en fonction de l'inflation ? De quoi encourager tous les salariés du pays à réclamer l'augmentations des salaires, eux aussi indexés sur les prix ! Car le vrai problème du gouvernement, c'est que les revendications lycéennes et étudiantes font déjà écho à celles des salariés : emploi, salaires, services publics… Oui le gouvernement recule, la mobilisation lui fera ravaler Parcoursup et rendre tout ce qu'il a volé aux services publics !

LÉO BASERLI

ESCALADE AUTORITAIRE : TENTER DE BRISER LA FORCE D'UN MOUVEMENT QUI DÉFERLE

Le gouvernement déchaîne toute la puissance de son appareil répressif contre un mouvement porté massivement par la jeunesse. À la violence physique s'ajoute un arsenal judiciaire et administratif conçu pour briser des vies. Sa justification ? Le sempiternel prétexte des « casseurs ». Mais des milliers de pancartes renversent l'accusation : ce sont gouvernement et patronat qui cassent les services publics et pillent les travailleurs pour les profits. La violence, c'est celle d'un ordre social contre lequel jeunes et travailleurs se lèvent aujourd'hui, malgré la répression. En cherchant à étouffer la contestation, le pouvoir n'a fait que révéler sa propre faiblesse. Chronique d'une soumission qui n'a pas eu lieu.

MALGRÉ LES INTERDICTIONS, DES MANIFESTATIONS MASSIVES : UNE GIFLE POUR LE GOUVERNEMENT

Macron avait prévenu le 22 octobre : *« Il n'y aura pas de manifestations dans les jours à venir. »* Celles déclarées par des gens *« qui n'ont aucune légitimité pour cela »* seraient interdites. Une attaque sans précédent contre le droit de manifester. Résultat ? 800 000 manifestants le 24 octobre. À Paris, une marée humaine a déferlé, malgré l'interdiction du parcours initial au départ de Bastille. Une gifle.

Pourtant, le gouvernement ose attribuer ce succès à sa méthode de maintien de l'ordre. *« Sans la police, il n'y aurait pas eu de cortèges »*, affirme Nuñez. C'est l'inverse : si les cortèges ont été si massifs, c'est malgré les interdictions, l'arsenal militaire et les violences policières qui ont fait rage dans des dizaines de villes – avec parfois, en supplétifs, des bandes de nazillons protégées par la police. La répression est telle que même le RN a du mal à surenchérir. De quoi alerter ceux qui ne voient le danger qu'à l'horizon 2027 : Macron va déjà plus loin que le gouvernement Meloni.

FUITE EN AVANT RÉPRESSIVE

À la violence policière s'ajoute une répression judiciaire inédite : nombre colossal d'interpellations et de gardes à vue (notamment de mineurs), conditions de détention infernales et peines sidérantes – comme ces 14 mois pour avoir ramassé une boîte de lait infantile devant une pharmacie… À côté de ça, combien de ferme pour Sarkozy ou Le Pen ? La semaine du



17 au 24 octobre a connu le plus grand nombre de comparutions immédiates de toute l'histoire de la Vᵉ République.

Le gouvernement a aussi recours aux couvre-feux – arme qui puise ses racines dans la brutalité coloniale française, de l'Algérie à la Kanaky (voir entretien avec Mᵉ Crusoé, page suivante) – ou encore à des chefs d'inculpation les plus arbitraires pour criminaliser les manifestants. On n'est plus puni pour ce qu'on fait, mais pour ce qu'on est ou ce que la société présume de nous : *« classes laborieuses, classes dangereuses »*.

C'est le cas du délit de « groupement en vue de la préparation de violences », largement utilisé aujourd'hui contre les lycéens. Créée en 2010, cette infraction a été utilisée depuis contre les Gilets jaunes, la mobilisation des retraites ou encore les révoltes suite au meurtre de Nahel. Elle sert à interpeller quiconque est à une manifestation avec, par exemple, du matériel de protection (lunettes de piscine…), sans avoir à prouver d'infraction. Cette logique s'inscrit dans un arsenal « préventif », étoffé par la droite comme la gauche : rétentions de sûreté, assignations à résidence, accusations de terrorisme, délit de dissimulation du visage…

LOI « CASSEUR-PAYEUR », UNE OPÉRATION DE COM' AUX CONSÉQUENCES BIEN RÉELLES

Le gouvernement veut aller encore plus loin avec sa loi *« casseur-payeur »*. L'État peut déjà réclamer à des manifestants le coût des dégradations, même sans condamnation pénale. Le projet gouvernemental vise à franchir un cap supplémentaire : instaurer une *« responsabilité collective »* permettant de réclamer jusqu'à 10 000 euros à des personnes présentes sur les lieux, sans avoir à établir qu'elles sont elles-mêmes à l'origine des dégradations. Une rupture avec le principe d'individualisation de la peine, qui pourrait endetter des jeunes jusqu'au cou.

En attendant le vote, les sénateurs se lâchent, en proposant des saisies sur les allocations familiales, les APL ou le RSA, et en supprimant le plafond du nombre de « drones judiciaires » pouvant être déployés pour verbaliser ! Nuñez ajoute sa touche perso : pourquoi ne pas carrément interdire de manifester à toute personne « jugée susceptible de troubler l'ordre public » ?

S'IL EST UNE « RESPONSABILITÉ COLLECTIVE » À CONDAMNER, C'EST CELLE DE CEUX QUI DISTILLENT LE POISON RACISTE POUR PERPÉTUER LEUR ORDRE SOCIAL

Ces politiques répressives, la jeunesse des quartiers populaires les subit déjà au quotidien. Alors, quand le gouvernement va jusqu'à interdire, lundi 26 octobre, à Paris, un rassemblement en solidarité avec les victimes de l'attentat raciste de Trappes, il montre son vrai visage. Il ne sert que les puissants et est prêt à tout pour maintenir leur ordre social, quitte à reprendre les discours les plus haineux qui sont ceux qui ont armé le bras du tireur de Trappes. Voilà la véritable violence à dénoncer.

HÉLÈNE ARNAUD

La politique du NPA-R dans le mouvement en cours et ses coordinations

Qu'il s'agisse d'autorisation de parcours de manif ou de négociations dans les salons feutrés de Matignon, la bourgeoisie cherche à canaliser les explosions sociales en légitimant ses « partenaires sociaux » et en choisissant ses interlocuteurs. En désignant lui-même les vrais « dirigeants » et en organisant la répression des « gens qui n'ont aucune légitimité », le gouvernement désigne pour directions naturelles du mouvement les directions syndicales avec lesquelles il compte bien trouver sa « solution » à la crise sociale. Nos perspectives sont différentes : le mouvement doit être dirigé par celles et ceux qui le font vivre et qui s'en donnent les outils. C'est le seul moyen d'assurer la victoire.



CORTÈGE DE LA COORDINATION LYCÉENNE PARIS BANLIEUE


MANIF DU 24 OCTOBRE À PARIS.
IMAGE : PHOTOTHÈQUE ROUGE

QUI REPRÉSENTE LE MOUVEMENT ? LES APPAREILS SYNDICAUX ET POLITIQUES PRÉEXISTANTS, OU LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ?

Les assemblées générales embrassent l'ensemble des jeunes en lutte, membres d'une organisation ou non, pour décider d'une orientation politique commune. Les AG sont donc les organes les plus représentatifs de la mobilisation à un moment donné, contrairement aux partis ou syndicats qui n'organisent qu'une fraction – plus ou moins importante – des jeunes mobilisés.

Malgré leur représentativité, les assemblées générales, « parlements de la lutte », ne sont pas capables seules de peser face aux appareils préexistants. Si les AG ne se dotent pas d'un « exécutif », un comité de mobilisation élu et révocable, capable de transformer les prises de positions, les votes, en actes dans la réalité, et de formuler une politique entre deux AG, le « parlement de la lutte » n'est qu'un moulin à parole (comme le sont d'ailleurs les parlements bourgeois).

Mais des comités de mobilisation ne peuvent avoir qu'une influence restreinte au périmètre de leur AG : un campus, un lycée. Le gouvernement et les syndicats, eux, exercent leur politique à l'échelle nationale. Pour gagner, le mouvement doit être capable de mettre en œuvre sa politique à la même échelle : il faut coordonner les assemblées générales et comités de mobilisation sur l'ensemble du territoire.

QUELLES ÉTAPES POUR CONSTRUIRE UNE COORDINATION ?

Comment parvenir à mettre sur pied une coordination nationale ? Pour l'instant, les assemblées générales dans les lieux d'étude sont numériquement faibles, malgré des centaines de milliers de jeunes dans les manifestations. C'est la réalité d'un mouvement où les établissements se retrouvent fermés. Attendre, dans cette situation, que les AG existent dans tous les établissements et atteignent des milliers de participants, cela reviendrait pour les jeunes en lutte à laisser les mains libres aux appareils préexistants et à leurs directions. Or, les fractions de la jeunesse mobilisée doivent en entraîner d'autres sans attendre, derrière une politique qui corresponde réellement aux intérêts généraux du mouvement. Être « légitime » ou « représentatif », c'est faire avec celles et ceux qui luttent, qui veulent lutter et qui sont là.

C'est en déployant une orientation politique que les coordinations existantes vont convaincre de leur utilité et se renforcer. Cela pourra susciter la volonté, « à la base », d'envoyer davantage de délégations (d'ailleurs révocables), de discuter davantage en AG locale de ce qu'il faudrait défendre en leur sein, jusqu'à entraîner dans ses rangs les organisations syndicales, qui réagissent bien vite lorsqu'elles craignent d'être débordées. Les coordinations, comme les AG, ne sont pas « antipartis » ou « antisyndicats ». Toutes celles et ceux qui luttent y ont leur place, et des organisations peuvent bien y défendre leur politique, si elles acceptent de la soumettre au contrôle des étudiants mobilisés.

STEFAN INO

DES INTERFACS À LA COORDINATION NATIONALE ÉTUDIANTE, OÙ EN EST LA STRUCTURATION DU MOUVEMENT ÉTUDIANT ?

L'irruption des étudiants dans la mobilisation initiée par les lycéens a rapidement amené le gouvernement à appliquer aux universités ce qu'il imposait aux lycées : des fermetures administratives. De Rennes à Strasbourg en passant par Nantes et Bordeaux, les étudiants mobilisés se sont naturellement regroupés en « interfacs » pour définir les objectifs de leur mouvement et briser l'isolement.

À Paris, Lille et Lyon, ces assemblées générales interfacs se sont dotées de comités de mobilisation à même de rythmer la lutte, notamment en appelant à des manifestations, élisant des services d'ordre, voire des porte-paroles pour occuper l'espace médiatique (comme à Lyon). En Île-de-France, le rapport de force engagé par l'interfac avec la préfecture – mais aussi l'intersyndicale – concernant les parcours de manifestations, lui a permis d'apparaître comme une véritable force politique à prendre en compte dans la mobilisation – certains membres du comité de mobilisation de l'interfac intervenant maintenant fréquemment dans les médias, comme Coppélia Moreau et Mathis Aversenq.

Réunie pour la première fois à Grenoble le 18 octobre avec 34 délégations élues et 11 observatrices issues de l'ensemble du territoire, la coordination nationale étudiante va tenir sa deuxième échéance le week-end des 31 octobre et 1er novembre. Elle est l'expression d'étudiants mobilisés qui cherchent à se donner des perspectives, à se coordonner pour faire face aux *lock-out*, à la répression et à amplifier la mobilisation sur les campus. Alors que les syndicats étudiants et lycéens négocient matin midi et soir avec le gouvernement, revendiquent un prétendu *leadership* sur le mouvement, la CNE permet d'être l'expression de ceux qui font vraiment ce mouvement – et ceux-là ne souhaitent ni des négociations ni des miettes !

La CNE a déjà réussi à impulser des manifestations dans une quinzaine de villes étudiantes le 22 octobre, malgré les interdictions de manifester. Elle se prépare à faire de même le 3 novembre, afin de rendre visible la force de la mobilisation étudiante à la sortie des vacances, pour convaincre les travailleurs encore hésitants à se jeter dans la mêlée. Malgré les tentatives de l'intersyndicale de contourner ces cadres auto-organisés (comme ce fut le cas avec l'interfacs parisienne) la CNE appelle à rejoindre l'appel du 5 novembre à la grève générale, une date qui sera l'occasion pour des milliers de travailleurs de se joindre aux étudiants.

> « Sans ces embryons de coordinations, aucun autre agenda ne peut exister si ce n'est celui de l'intersyndicale. »

Sans ces embryons de coordinations, aucun autre agenda ne peut exister si ce n'est celui de l'intersyndicale. La CNE a beau n'en être encore qu'à ses premiers pas – le mouvement étudiant lui-même doit encore se développer dans les facs –, même si elle s'est dotée d'un comité de mobilisation national, avec des réseaux sociaux et une caisse de grève, elle doit se tenir prête à proposer une politique alternative, qui soit entre autres indépendante d'éventuelles manœuvres de l'intersyndicale. Ce sera le meilleur moyen d'éviter que l'explosion de la jeunesse soit canalisée par les appareils syndicaux et électoralistes de gauche, et le meilleur moyen que celle-ci puisse ouvrir des perspectives au monde du travail.

S. I.

De l'explosion des colères à leur coordination : les lycéens s'organisent !

Les lycéens se sont organisés dès le début. Combien de groupes Snap pour prévoir les blocus ? Sûrement autant que de lycées mobilisés ! Mais rapidement, le besoin de se retrouver « en vrai » pour décider ensemble s'est fait sentir.



CORTÈGE DE LA COORDINATION LYCÉENNE PARIS × BANLIEUES.

Par en haut, par en bas, par où commencer ?

L'organisation de la lutte par ceux qui luttent ne tombe pas du ciel. Alors on la commence là où c'est possible. Dans des lycées de Besançon ou Toulouse, des assemblées générales ont pu se tenir à plus d'une centaine. Ailleurs, fermeture administrative et répression policière ont mis à mal les réunions par lycée. Les lycéens se sont donc réunis à tous les niveaux, chaque échelon renforçant les autres. Par exemple, ceux qui s'organisent pour les blocus de Sevran, Aulnay et Villepinte (Seine-Saint-Denis) se réunissent en coordination 93 nord, animent la coordination Paris-banlieue et participent à la coordination nationale lycéenne (CNL), comme c'est aussi le cas dans le 94 ou dans la coordination ouest Île-de-France.

Trop tôt pour du national ? Pas du tout ! La première réunion de la CNL le 11 octobre a donné envie de mieux organiser la seconde, avec plus de délégations élues, plus de mandats, et surtout plus de villes ! Pari réussi : de Rennes à Aix et de Lille à Bordeaux, 18 villes hors IDF sont revenues, avec à leur côté des villes de banlieue parisienne comme Courbevoie (92), Cachan (94) ou La Courneuve (93).

Quartiers populaires et beaux quartiers ?

Dans la salle, tout le monde sait qu'entre les lycées de Saint-Denis et Henri IV, il y a un ou deux zéros de différence sur le compte bancaire des parents. Ça préoccupe : il ne faudrait pas que les intérêts des quartiers pauvres passent à la trappe ! Tous cherchent à ce que les lycées de banlieue soient au premier rang de la lutte et sous les projecteurs. Côté lutte, ça va, car ce sont eux qui dirigent depuis le premier jour. Côté projecteur, les coordinations font des tentatives : manifestation dans le 93 et bientôt dans le 94, cagnottes pour que l'argent ne bloque pas les déplacements à Nancy, faire gaffe à ce que ceux à qui l'État dit *« fermez-la, la politique ce n'est pas pour vous »*, soient de toutes les délégations et de toutes les prises de parole. Surtout, chaque vidéo et chaque tract rappelle que la colère vient des inégalités, qu'on ne croit pas à la méritocratie, qu'on veut la fin du tri social à l'école et des moyens pour les lycées populaires.

La politique, la vraie !

À tous ceux qui disaient qu'il faut passer par les grandes écoles pour faire de la politique, les lycéens ont prouvé le contraire. De 14 à 18 ans, réunis parfois à plusieurs centaines, ça discute sec. Que revendiquer ? Comment s'organiser ? Parler au micro de BFM pour ne pas laisser les plateaux aux racistes ? Encore faut-il aussi avoir nos propres moyens d'expression – conférence de presse à Nantes, meeting « Paris-banlieues », comptes Instagram, etc. Comment être le plus représentatif des groupes mobilisés ? Faut-il faire tourner les délégués ou surtout en faire grossir le nombre pour ne pas perdre l'expérience accumulée de semaine en semaine ? Faut-il ne faire voter que les délégations mandatées, ou faut-il pour l'instant s'assurer que tous les lycéens mobilisés participent en se sentant représenter plus qu'eux-mêmes ?

Surtout, notre démocratie, elle, agit. Pour appliquer les votes, les coordinations se sont dotées de comités de mobilisation. Ils organisent des cagnottes avec des trésoriers mandatés, déclinent les appels en tract à destination des travailleurs, gèrent ensemble les réseaux sociaux et les contacts presse, préparent les manifestations et prochaines assemblées (salle, visuels, ordre du jour) et y rendent des comptes devant tous leurs camarades. Et ça marche ! Les participants de la coordination nationale sont unanimes : la deuxième était mieux, pas par magie mais parce que leur équipe de liaison l'avait préparée en mettant au pot commun toutes les idées et toutes les expériences.

Qui décide ?

Ça, le gouvernement n'aime pas du tout. Il n'a pas de bon interlocuteur à qui s'adresser pour essayer de faire gober trois miettes et que tout le monde rentre à la maison. Il a tenté pourtant en convoquant dans les salons un (ex) lycéen fan de Macron et des syndicats qui ont « lycéen » dans leur nom. Qui les a mandatés pour parler au nom de milliers de jeunes mobilisés ? Qui défend d'aller gratter un Parcoursup 2.0 pendant que des centaines de lycéens dorment au commissariat ?

Au contraire, l'appel de la première coordination nationale refuse les représentants auto-proclamés. Rebelote à la deuxième, encore plus explicitement : ce n'est pas par des négociations avec l'État qu'on arrachera nos revendications. Car sur les délégations présentes, plusieurs ont déjà goûté aux enfumages du dialogue social et l'ont fait savoir. À Grenoble, la délégation partie au Sénat a vu les vieux sages rire des violences policières. À Villepinte, la maire a fini par déchirer les notes prises avec les lycéens en leur affirmant que de toute façon, *« on n'y peut rien »* ! Quant aux annonces du gouvernement lundi 26 octobre, elles ont surtout prouvé que seule la lutte paie… et que le compte est encore loin d'être bon. La réponse de la CNL ? Poster le jour même une piqûre de rappel de ses votes en assemblée générale : la fin de Parcoursup maintenant, pas sa refonte en 2028 ; des classes à 25 partout, pas une seconde à 28 suivie d'une première à 38.

Une question revient, comment gagner ?

La coordination a proposé une sorte de calendrier national des luttes. Rendez-vous les 20, 22, 24, 31… Les vacances ne font pas baisser le rythme ! Quand des voix dans la salle se préoccupent de ne pas s'éparpiller, ce n'est pas pour tirer en arrière, mais pour rappeler de se réunir dans chaque ville pour faire exister tout ça. Car tous sentent que ce sont des points d'appui pour une belle reprise dès que les lycées rouvriront, avec une journée de mobilisation nationale le 3 novembre !

Depuis deux semaines, ça se couple avec une autre discussion : comment jouer la carte de l'extension côté travailleurs ? Des équipes de Toulouse, Nantes et Paris ont passé quelques matinées devant les hôpitaux, La Poste et la SNCF. Les cortèges des étudiants de la santé et du travail social ont été remarqués à Paris, au point où les lycéens reprennent leur slogan *« Payés 1 euro ? De l'argent pour les hostos ! »*

Mais en assemblée, ça discute surtout de comment faire basculer des pans entiers du monde du travail dans la lutte. Pour ça, une réponse se dégage : montrer qu'on est conscient d'être un bout d'un mouvement plus large.

Au programme donc : retourner dans la rue avec cortèges lycéens, banderoles, slogans. Mais aussi préparer en assemblées une réponse au gouvernement qui tente de réprimer, acheter et diviser le mouvement. La coordination Paris-banlieue s'est déjà dotée d'une nouvelle banderole : *« Les lycéens visent le bac, la BAC vise la tête ! »* De quoi remettre les points sur les i : les vrais violents, s'ils ne crament pas des poubelles, c'est parce qu'ils ont des uniformes et des costards !

CORRESPONDANTS